Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »

Le Temps de l'histoire

Hors-série | 2001

Histoire et justice, panorama de la recherche

Les “acteurs institutionnels” : Table ronde

Jean-Paul Jean, Denis Salas, Jean-Jacques Yvorel et René Lévy

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rhei/405>

DOI : 10.4000/rhei.405

ISBN : 978-2-7535-1641-0

ISSN : 1777-540X

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 15 novembre 2001

Pagination : 39-55

ISSN : 1287-2431

Référence électronique

Jean-Paul Jean, Denis Salas, Jean-Jacques Yvorel et René Lévy, « Les “acteurs institutionnels” : Table ronde », *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »* [En ligne], Hors-série | 2001, mis en ligne le 31 mai 2007, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rhei/405> ; DOI : 10.4000/rhei.405

Les “acteurs institutionnels”

Table ronde

Jean-Paul Jean

Substitut général près la cour d’appel de Paris et directeur de la Mission de recherche droit et justice

Rapidement je vais essayer d’expliquer ce qu’est la Mission de recherche droit et justice. C’est un groupement d’intérêt public qui fédère des moyens publics et privés pour aider à financer et à soutenir la recherche sur le droit et la justice. C’est majoritairement le ministère de la Justice qui en a la part la plus importante mais participent aussi de façon très significative le ministère de la Recherche, le CNRS, l’École nationale de la magistrature, le Conseil national des barreaux – c’est-à-dire les avocats – et le Conseil supérieur du notariat. Il y a aussi l’Institut pour les hautes études de la justice et l’Association française pour l’histoire de la justice. Il est aussi assisté d’un conseil scientifique, actuellement dirigé par Jean-Denis Bredin et dans lequel les historiens sont représentés. Actuellement c’est la professeur Krinen qui est membre. Avant c’était le professeur Carbasse.

Cette mission de recherche se veut indépendante des pouvoirs publics, pour éviter que la recherche ne soit purement instrumentalisée sur des commandes publiques. A cette fin, le conseil scientifique définit une programmation scientifique sur l’ensemble des champs, bien au-delà de l’histoire.

Les sujets sur lesquels nous travaillons actuellement concernent l’économie, le droit, le droit économique, la lutte contre la criminalité organisée, les conflits familiaux et les déplacements d’enfants en Europe, etc. Ce sont les sujets les plus divers. Ce qui est souvent intéressant, c’est

d'essayer de remettre ces sujets en perspective et d'intégrer la dimension historique à l'intérieur de problématiques de recherche. Et à côté aussi d'avoir des recherches purement historiques en tant que champ de connaissances propres.

Nous disposons de financements pour aider à développer ces recherches mais encore faut-il les valoriser. Pour cela nous avons deux collections, l'une aux Presses universitaires de France, l'autre à La documentation française. Les derniers ouvrages portent sur les territoires de justice – une sociologie de la carte judiciaire – sur l'élection des juges, les conseils supérieurs de la magistrature en Europe. Nous avons également un site Internet où l'on peut obtenir tous les renseignements relatifs à la programmation scientifique, aux synthèses des recherches, à la manière de monter un dossier, sur les équipes qui travaillent. On peut même aider à publier un certain nombre de documents que l'on appelle la littérature grise. Nous venons, avec le service des archives, d'ouvrir des pages consacrées aux archives judiciaires.

Pour aider à développer un champ de recherche, nous procédons de différentes façons. Soit nous lançons des appels d'offres sur des thématiques extrêmement précises. Par exemple, nous venons de lancer un appel d'offres sur les questions pénitentiaires, à travers deux sujets, qui sont : la norme infra-juridique en prison et les violences en prison. Chaque fois que nous avons des appels d'offres, nous essayons d'intégrer une dimension historique. Un appel d'offres récent concernait la qualité de la justice. D'autres portaient sur l'accès au droit et à la Justice, sur le Parquet et les politiques pénales. Sur ce dernier sujet, sur cinq projets retenus, l'un concernant l'histoire du Parquet au XIX^{ème} et au XX^{ème} siècle. C'est l'université de Lyon qui a obtenu le contrat en la matière sur la base d'un projet extrêmement intéressant.

Allez regarder ce site (<http://www.gip-recherche-justice.fr>) et la programmation scientifique et voyez si des équipes ici sont intéressées ou non. Nous travaillons régulièrement avec l'université de Poitiers. Nous aidons aussi à mettre en place des outils d'analyse et des outils d'aide pour les historiens et les chercheurs. C'est ainsi que Jean-Claude Farcy vous a présenté tout à l'heure le bilan de l'état de la recherche sur le

Droit et la Justice. Nous avons aidé à fabriquer – en le finançant – un cédérom ou des documentations qui sont très facilement mis à la disposition de l'ensemble des chercheurs.

Pourquoi tel champ de recherche plutôt que tel autre, en terme de politique publique quand on regarde la place qu'a pris la Justice dans le débat public ? Dès que l'on aborde une question de justice aujourd'hui en France, on essaie de remettre en perspective pour savoir d'où l'on vient, où l'on va, comment se comparer ? Est-ce que l'histoire se répète ou bien est-ce que l'on écrit une nouvelle page ? Est-ce une rupture ou une continuité historique ? Ces questions se posent à chaque fois.

Il y a eu le grand débat sur la réforme de la Justice, du Conseil supérieur de la magistrature, sur les relations entre le Parquet et la Chancellerie et le ministère de la Justice, qui constituent des enjeux absolument fondamentaux pour situer la Justice par rapport à l'appareil d'État dans ce qui est en train de monter dans la société civile. A la mission de recherche, nous essayons au maximum d'avoir des projets de droit comparé, au moins pour comprendre ce qui se passe dans les autres pays. Mais nous avons besoin, chaque fois, de la dimension historique.

Je peux vous dire par exemple que, sur le Conseil supérieur de la magistrature, il n'y avait pas de recherches portant sur les années 1946 à 1958, qui représentent pourtant une période absolument fondamentale. Sur l'histoire du Parquet, les travaux sont tout à fait embryonnaires. Il y a l'enquête de Jean-Marie Carbasse, parue aux PUF et que nous avons financée. Mais avant, seule existait une thèse de Marie-Laure Rassat qui datait de 1972 ! C'est dire que, sur l'origine même du Parquet, il y avait très peu de travaux avec des thèses assez discutées. L'intérêt justement est de confronter des points de vue à partir de sources tout à fait documentées.

Quels sont les thèmes ? En préparant un appel d'offres sur la famille nous nous sommes aperçu qu'un des sujets extrêmement intéressants portait sur les conséquences et l'approche économique du droit de la famille. Voyez combien le sujet est complexe. Pour s'apercevoir, en fin de compte, que dans la famille au XIX^{ème} siècle, le rapport de mariage était essentiellement fondé sur le patrimoine et sur l'équilibre économique. Aujourd'hui, nous raisonnons sur les nouvelles formes d'unions.

On s'aperçoit qu'à travers le pacs, il y a non seulement une notion de contrat, qui n'est pas un contrat de mariage, mais un contrat sur vivre ensemble entre deux personnes qui décident de savoir comment elles vont s'organiser matériellement.

Est-ce que l'on n'arrive pas à une sorte de boucle sur deux siècles, où l'on part d'une origine économique de la famille pour arriver, après une modernisation des relations sociales et une évolution du statut de la femme, à une autre organisation fondée certes sur l'économique, mais dans le cadre d'une autre conception du rapport économique reposant désormais sur une base égalitaire et volontaire. Nous avons besoin, bien sûr, de travaux historiques là-dessus. La difficulté vient d'un constat simple : le droit fait un peu peur parce que c'est une technique qui semble tout à fait à part. On a l'impression qu'il faut être juriste pour traiter des questions de droit et de justice. Nous avons besoin de jeunes chercheurs. Je leur dis : « *N'ayez pas peur, entrez dans le XXI^{ème} siècle et entrez sur le champ de la recherche Droit et Justice.* » Nous attendons des historiens, des sociologues, des personnes qui comprennent le phénomène social de la régulation judiciaire, comment marche l'institution judiciaire, quels sont les individus et les générations que produit le système judiciaire, etc. Tout cela demande un minimum de technicité que vous verrez en travaillant sur la recherche. Mais ne croyez pas que, parce que vous êtes historien et pas juriste, vous n'avez pas les capacités de venir sur le champ de la recherche Droit et Justice.

Je crois que, pour faire court, trop longtemps la recherche sur le droit a été confisquée par les facultés de Droit privé et que c'était une très mauvaise chose. Que les facultés de Lettres, que les facultés de Droit, que le CNRS, que l'ensemble des chercheurs viennent, qu'ils croisent leurs compétences et leur savoir. Moi, je m'engage à ce que les chercheurs croisent ensuite les restitutions de leurs travaux de recherches avec les praticiens, avec les décideurs politiques, avec d'autres personnes. C'est de l'interdisciplinarité que tout le monde s'enrichira. Frédéric Chauvaud, par exemple, travaille sur l'expertise médico-légale, sujet qui n'avait quasiment pas été traité. Vous vous rendez compte ! Il faut croiser la compétence de juristes, la compétence médicale, la com-

pétence historique pour arriver à définir ce champ. Si je n'avais qu'un message à vous donner : « *Allez sur votre compétence, votre spécialité, mais n'ayez pas peur, bien au contraire, du pluridisciplinaire.* »

Denis Salas

École nationale de la magistrature-Association française pour l'histoire de la Justice

Je voudrais simplement présenter trois points rapides sur un certain nombre d'activités que je mène actuellement et un certain nombre de projets dans le cadre de l'École de la magistrature et de l'Association pour l'histoire de la justice. Dans le cadre de l'École de la magistrature, l'idée est de créer aujourd'hui un pôle-recherche qui permette précisément de capitaliser, de nourrir, d'accompagner les différentes activités pédagogiques qui, jusque là, n'avait pas vraiment structuré son offre de recherche et de réflexion. C'est un mandat que j'ai aujourd'hui et que je vais essayer de mener à bien.

Pourquoi en sommes-nous arrivés là ? Nous avons sur un corps de 6.500 magistrats, près de 4.000 magistrats qui ont une semaine de formation continue par an. Il y a une très forte demande de connaissance, d'information, de dialogue aussi, avec les professions, les chercheurs, les partenaires de justice, qui est consécutive au rôle nouveau que joue aujourd'hui la Justice dans notre société démocratique.

Le fait de passer tout simplement d'un rôle d'un juge bouche de la loi dans notre vieille culture positiviste, ou d'exécutant muet de la volonté générale, comme le disait Rousseau, à un rôle d'acteur effectif de la démocratie, déconcerte énormément d'acteurs, de magistrats, mais aussi de professionnels qui gravitent autour de cette profession et implique une sorte de reconfiguration identitaire de cette fonction.

De ce point de vue, l'hypothèse que nous faisons est que cette nouvelle identité est étroitement liée à une reconfiguration des pouvoirs politiques qui sont en place aujourd'hui dans notre démocratie et à l'érosion d'une légitimité représentative au profit de la société civile, de

l'opinion, des associations, du droit, etc. Cette résistance de notre culture politique à ces nouveaux modes d'expression de la société civile, dont le droit fait partie, est très largement ce qui porte la Justice qui, par ailleurs, connaît à ce contact cette mutation identitaire dont je parlais tout à l'heure.

Voilà ce que nous essayons de gérer, de diriger, d'accompagner, en essayant de faire en sorte que cette transition, qui n'est pas seulement une transition professionnelle mais une transition de notre démocratie, se fasse dans les conditions les plus satisfaisantes pour l'ensemble des acteurs qui y participent.

Comment procédons-nous ? Nous avons essayé de décroiser les séminaires traditionnels de réflexion, de formation. Le but est de créer des petits groupes de travail, des ateliers, des cycles, des sessions de courte durée qui abordent les questions fondamentales, l'accès au droit, les politiques publiques dans les parquets aujourd'hui, la question des prisons, la question des mineurs délinquants et bien d'autres. Vous voyez que ce sont des thèmes qui sont dans l'actualité la plus quotidienne, en confrontant les différentes approches dans une orientation résolument pluridisciplinaire.

La demande est de moins en moins une demande qui s'évalue en termes de techniques juridiques. Il y a effectivement un rôle d'actualisation des connaissances mais la demande est beaucoup plus en termes de références professionnelles et de réflexions philosophiques et politiques sur l'acte de juger, sur la fonction de juge dans la démocratie. Ce rôle que nous essayons de travailler est lié premièrement au rôle que joue le droit aujourd'hui dans notre société civile, notre société démocratique. Et il est de plus en plus arbitre entre la sphère sociale et la sphère politique.

C'est un rôle tout à fait inédit d'une certaine manière. Et la figure du juge qui va effectuer et mettre en acte le droit dans des cas spécifiques. Et il va être confronté précisément à ce rôle d'arbitrage qui est tout à fait nouveau et qui va faire passer au second plan les normes législatives et les normes réglementaires qui jusque là régulaient l'essentiel du fonctionnement social. Nous essayons donc de repérer les normes qui jouent

aujourd'hui un rôle dans la construction de l'État, dans ce lien nouveau entre l'État et la démocratie et la part que le juge peut y prendre.

J'ajouterai sur ce volet une dernière chose. Nous avons, de longue date, un réseau important européen et international sur lequel nous appuyons beaucoup pour travailler ces différentes questions. On fait des séminaires de sentencing très intéressants où des juges de différentes cultures judiciaires ont le même cas, un cas pénal le plus souvent. Chaque juge se regroupe par culture juridique et prononce la sanction ou la décision, la culpabilité, la peine, éventuellement l'acquittement ou la relaxe qui serait prononcés au vu de son propre droit.

Ne serait-ce que cette confrontation des cultures juridiques, à travers les pratiques professionnelles, est très intéressante pour mesurer les écarts ou les convergences qui permettent d'avoir un droit comparé qui ne serait pas seulement un droit comparé des législations mais qui serait aussi un droit comparé des pratiques effectives. C'est ce qui intéresse aujourd'hui, je crois, de plus en plus nos concitoyens : « *Quelle est la peine effective que je vais recevoir, dans telle affaire, dans tel pays en Europe ?* » C'est ce qui les intéresse et non pas la norme juridique qui est très souvent en décalage total par rapport à la peine qui est prononcée réellement.

Ma deuxième casquette est l'Association pour l'histoire de la justice et les problématiques qui la concernent. Il y a là différentes tendances qui s'affrontent. Dans les axes principaux qu'avait définis Robert Badinter, qui a fondé cette association il y a un certain nombre d'années, l'idée déterminante et que nous avons reprise à notre compte était d'éclairer les débats contemporains par une mise en perspective historique de notre Justice.

Je me suis aperçu que c'était un axe que l'on pouvait privilégier mais en même temps peut-être éviter parfois un risque d'idéologisation de l'Histoire qui serait vue de manière rétrospective par rapport au présent. Et, en même temps, une autre tendance qui serait d'éviter de privilégier le culturalisme ou le déterminisme culturel des formes historiques qui paralyseraient en quelque sorte les réformateurs aujourd'hui qui se sentiraient attachés à ce socle culturel qui semble extrêmement puissant dans notre justice.

Je prends simplement un exemple. Le système de procédure où l'on voit très bien l'histoire très forte d'un système inquisitoire et l'aspiration à un système plus contradictoire, si ce n'est accusatoire. On s'aperçoit là aussi que, de plus en plus, le dialogue des cultures est très fort aujourd'hui sur ce plan et que, très souvent, les solutions de réforme ne résultent ni d'une transposition des modèles culturels, ni d'une adaptation d'un modèle culturel étranger, mais d'une hybridation de ces différents modèles. On voit très bien dans la réforme de la Cour pénale internationale qu'elle n'est ni inquisitoire, ni réquisitoire, mais qu'elle est autre, qu'elle combine des logiques différentes.

C'est dans cette orientation qu'il faut travailler en privilégiant ces formes juridiques qui, finalement, dialoguent de plus en plus entre elles et qui mettent à distance les traditions nationales sans les nier, mais pour au contraire trouver des points de compatibilité entre elles, qui permettent là de susciter des innovations juridiques très intéressantes.

Enfin, quels sont nos projets ? Nous avons cette année un séminaire sur Justice et Opinion publique qui est pour nous très important parce qu'il reprend la question de l'émancipation de la Justice sous l'angle historique. Et on s'aperçoit que – on a repris les travaux de Lucien Karpik, de Sarah Maza, d'autres chercheurs – ce dialogue direct de l'appareil judiciaire avec l'opinion publique dès la Révolution française, montre à quel point il y a là un facteur, une alliance d'une certaine manière très intéressante, pour précisément échapper au système inquisitoire, au système du secret et trouver des alliances aujourd'hui avec la presse. On retrouve le même schéma d'une certaine manière qui permet de pousser en avant des éléments de réformes qui permettent là encore de mettre à distance des schémas culturels ou juridiques très largement obsolètes.

Nous aborderons d'autres champs. Nous allons publier prochainement un colloque sur la responsabilité des juges, sans savoir que ce thème allait être d'actualité ces derniers mois. Mais là, pour la première fois, nous aurons un colloque – une série de contributions très complète – qui montre du Moyen-Age jusqu'au CSM comment a été abordée et traitée cette question de la responsabilité avec ces alliances, ces alternances de corporatisme judiciaire d'un côté et de contrôle externalisé

ou politisé de l'autre, et comment ces deux postures dialoguent, combattent, l'une et l'autre et finalement aboutissent à un certain nombre de compromis.

Enfin nous allons faire deux colloques prochainement. L'un sur le cinquantième anniversaire de la Convention européenne des droits de l'homme en prenant la question des droits de l'homme sous l'angle de l'histoire, sous l'angle du droit positif aussi avec la jurisprudence de la CEDH mais également des cours de cassation du Conseil d'État français. Mais l'originalité de ce colloque, ce qui va reprendre en profondeur la question des droits de l'homme en montrant le dialogue des traditions continentales et de *Common Law* qui a permis finalement d'en faire ce qu'André-Jean Arnaud appelle *le Berceau de l'Europe*. Ceci a, dans la pensée juridique européenne, posé des jalons tout à fait intéressants, pour montrer qu'il y a là un dénominateur commun des traditions européennes.

Enfin, dernière activité et j'en terminerai par là. Un colloque a eu lieu le 12 mai dernier à la Cour de cassation, sur la justice en l'an Mille, qui a cette particularité de combiner, là encore, une approche purement historique et une approche anthropologique puisque nous aurons un film qui retrace la manière dont une ordalie se passe aujourd'hui en Afrique. Voyez que là encore sur ce plan, l'histoire, l'anthropologie et le droit ont peut-être des choses à se dire.

Jean-Jacques Yvorel
CNFE-PJJ

Le Centre national de formation et d'études de la Protection judiciaire de la jeunesse est essentiellement un centre de formation. Il dispose cependant d'un modeste *département Recherche études développement* qui a notamment pour mission d'assurer une "veille" scientifique afin de mettre à disposition des professionnels les derniers acquis de la recherche. C'est dans ce cadre que j'ai essayé de dresser un bilan des travaux sur l'his-

toire de la justice des mineurs au sens large. Mais avant d'entrer dans le vif du sujet je voudrai évoquer brièvement le contexte institutionnel dans lequel la recherche historique c'est développée.

La recherche historique sur la justice des mineurs, l'éducation spécialisée ou même sur le travail social doit beaucoup aux sociétés savantes. Des associations comme le Réseau d'histoire du travail social – qui s'est formé autour du Cédias – ou l'Association pour l'histoire de l'éducation surveillée et de la protection judiciaire des mineurs, ou encore le Conservatoire national des archives de l'histoire de l'éducation spécialisée, – qui est implanté dans l'université d'Angers – ont joué un rôle fondamental dans la naissance de ce "territoire historien". Elles ont organisé les premières journées d'étude, les premiers colloques consacrés au sujet, publié les résultats de ces activités dans leurs bulletins ou dans des revues "amies". Ce rôle particulier des associations dans la recherche historique sur l'enfance irrégulière et sa prise en charge, débouche sur une autre caractéristique : elle a souvent réuni, professionnels de la recherche et professionnels du secteur. Cette particularité constitue une richesse mais engendre aussi quelques fragilités.

Regardons maintenant les acquis de cette recherche ; ils ne sont pas négligeables. Dressant un bilan des travaux, sur le problème de la délinquance juvénile au sens large, le sociologue Jean-Marie Renouard, écrit même : « *Le bilan serait maigre à la notable exception de la recherche historique.* » Acceptons ce satisfecit mais ne tombons pas dans l'autosatisfaction car, d'une part, bien des aspects de l'histoire du secteur restent dans l'ombre et d'autre part des périodes entières sont peu ou pas explorées.

Si nous nous penchons sur les thèmes abordés, nous découvrons une recherche essentiellement institutionnelle. Dans le prolongement des travaux de Michel Foucault sur la prison, travaux fondateurs pour l'histoire de la criminalité et du système pénitentiaire, Michelle Perrot va faire réaliser par ses étudiants des mémoires sur la prison pour mineurs de la Petite Roquette (qu'elle synthétise dans un article de la revue *L'Histoire*) ou sur la colonie agricole du Val-d'Yèvres. En 1994, Christian Carlier publie, sous le titre, *La Prison au Champ*, la thèse qu'il a réalisée sous la direction de Jacques-Guy Petit où il étudie des colonies agricoles

de Guermanez et Saint-Bernard. Les travaux universitaires de type monographique sur les "maisons de correction" se poursuivent essentiellement sous forme de maîtrises. Par exemple un excellent travail sur la colonie d'Eysse a été soutenu dans cette université (Poitiers) sous la direction de Frédéric Chauvaud. De leur côté, quelques professionnels du secteur ont rédigé, dans le cadre de mémoires de fin de formation, des monographies non dépourvues d'intérêt comme celle consacrée par Geoffroy Lacotte à la colonie du Luc publiée aux éditions Papyrus. Bien qu'il nous manque une étude d'ensemble sur Mettray, la plus emblématique des colonies agricoles, on peut dire que chaque "maison de redressement", pour utiliser un vocable commun qui ne fut jamais officiel, a son histoire, sa monographie.

Les institutions préventives, non pénitentiaires, ont été étudiées par Dominique Dessertine chercheuse au CNRS et Pierre Guillaume, professeurs à Bordeaux. Ils ont travaillé respectivement sur les Sauvegardes de l'enfance lyonnaises et bordelaises. Une maîtrise importante, soutenue à Angers, a été consacrée récemment à l'Union des sociétés de patronage. Un important chapitre de la thèse de Catherine Duprat éclaire aussi la genèse de ces mêmes patronages qui ont également été étudiés par Françoise Tétard et Martine Kaluszynski.

Par contre une institution comme le tribunal pour enfants est encore peu étudiée, même si le dépôt, aux Archives départementales de Paris, des dossiers du tribunal pour enfants de la Seine, suscite actuellement quelques recherches et même une thèse en cours d'Emmanuelle Cohen, sous la direction d'Antoine Prost. Quant à l'histoire de l'administration centrale de l'Éducation surveillée, devenue Protection judiciaire de la jeunesse, elle n'a donné lieu à aucune publication scientifique.

Si les maisons de correction ont été assez bien étudiées, l'emprisonnement des mineurs reste mal connu. On peut parler d'une sorte d'effet Mettray comme si "l'invention" de la colonie agricole avait fait disparaître l'incarcération "classique" des mineurs. Longtemps, hors les études sur la Petite Roquette déjà mentionnées et une étude sur Fontevraud insérée dans l'Impossible prison, ouvrage collectif dirigé par Michelle Perrot, s'agissant des mineurs, le silence carcéral s'étendait

aussi à la recherche. Quelques maîtrises récentes semblent attester que le sujet soit remis à l'ordre du jour.

Les monographies ne constituent pas la seule manière d'aborder "l'institutionnel". Il est aussi appréhendé de façon plus large. Il faut citer ici l'incontournable, bien que contestable, livre d'Henri Gaillac sur l'histoire des maisons de correction, mais aussi le livre du sociologue Michel Chauvière, sur l'enfance inadaptée ainsi que le travail d'un autre sociologue, Pierre Lascoumes, sur la prévention spécialisée. Il faut ajouter la grosse étude comparative internationale sur l'ensemble de la naissance d'un système de protection et de traitement de l'enfance délinquante en Europe et au Canada à laquelle ont participé Marie-Sylvie Dupont-Bouchat, Jacques-Guy Petit, Éric Pierre, et que la Mission recherche justice publie aux PUF.

Autre pôle étudié, la genèse des lois et les conditions de leurs applications. Nous sommes à Poitiers. C'est l'occasion de rendre hommage au travail précurseur de Bernard Schnapper qui a inauguré, avec son grand article sur la correction paternelle, ce type de démarche (l'article pionnier de Schnapper a inspiré la thèse de Pascale Quincy-Lefevre). Presque toutes les grandes lois régissant le secteur de l'enfance délinquante ont été abordées. Un bel article dû à Éric Pierre traite de la loi d'août 1850. A l'occasion du centenaire de la loi de juillet 1889 un colloque a été organisé à Bordeaux. Nous avons fait de même à Paris pour la loi de 1898. Ces deux manifestations ont donné lieu à des publications.

Par contre, si on regarde les travaux sur les personnels, là, le bilan est beaucoup plus maigre. La sociologie historique des acteurs du secteur reste balbutiante. Un travail de Françoise Tétard et d'Éric Pierre, sur les juges des enfants, une petite étude de Jacques Bourquin sur les premiers éducateurs, un travail sociologique sur les éducateurs spécialisés dû à Alain Vilbrod, et un autre sur la professionnalisation et qualification des éducateurs de justice rédigé par Dominique Turbelin dans le cadre d'un Diplôme supérieur de travail social n'épuisent pas le sujet. Nous n'avons pas de travail prosopographique sur les acteurs de la justice des mineurs. Quant aux pratiques des magistrats, des avocats, des personnels des institutions, elles sont encore plus mal connues. Par exemple, sur l'observa-

tion des mineurs – on n’a pas cessé de les observer pour pouvoir les trier en toutes sortes de catégories – on ne dispose à ma connaissance que d’un mémoire de maîtrise de sciences de l’éducation dû à Christian Sanchez (publié chez Éres) Cela n’épuise pas le sujet. Les mineurs de justice et la délinquance juvénile sont également très mal connus. On a quelques travaux statistiques qui reprennent naïvement les chiffres du *Compte général de la justice criminelle*. On y dénombre les mineurs inculpés pour vol, vagabondage, etc. sans regarder ce qu’il y a derrière ces catégories juridiques. Un article pionnier d’Alain Faure, “Enfance ouvrière, enfance coupable”, publié dans la revue *Révoltes logiques* ouvrait pourtant mille pistes mais elles n’ont pas été explorées. Deux oasis dans ce désert, les travaux sur les “apaches”, ces bandes de jeunes de la Belle Époque, où nous retrouvons le nom de Michelle Perrot et le travail récent de Jean-Claude Farcy sur la délinquance des mineurs à Paris. Ce dernier pose un ensemble de questions tout à fait fondamentales d’ordre méthodologique entre autres et propose quelques solutions.

Quant à la vision du mineur de justice dans la société globale, le travail sur la médiatisation, les représentations de la délinquance juvénile, il ne fait que démarrer. Le livre de Dominique Kalifa, *L’Encre et le sang*, même s’il ne traite que marginalement de la délinquance juvénile offre un cadre général de réflexion aux travaux futurs. Un colloque s’est tenu en 1999 sur l’image (au sens strict) de l’enfance irrégulière qui suscitera, je l’espère, des “vocations”.

Si les thèmes sont traités avec plus ou moins d’intensité, les périodes sont aussi, dans l’historiographie de la justice des mineurs, très inégalement représentées. Globalement on connaît mieux le XIX^{ème} siècle que le XX^{ème} siècle, mais à l’intérieur du XIX^{ème} siècle les travaux portent sur la période Restauration & Monarchie de Juillet puis sur les débuts de la Troisième République, mais on “zape” sur le Second Empire qui est peu étudié. Pourtant, sous le règne de Louis-Napoléon Bonaparte il y aura près de 10.000 enfants détenus dans les différents lieux de contention inventés pour eux.

Alors même que les guerres génèrent de la déviance juvénile, le conflit de 14-18 est totalement négligé. La période de l’entre-deux guerres

est également très peu explorée. L'évocation de la campagne contre les bagnes d'enfants et les livres du journaliste Alexis Danan servent bien souvent d'historique à cette période. La Seconde Guerre Mondiale a été assez bien étudiée mais, pour la tranche chronologique 1945 à 1970, la mémoire tient souvent lieu « *d'histoire du temps présent* ».

Si les futurs sujets de maîtrise et de doctorat ne manquent pas, le bilan global n'est pas négligeable. Reste qu'il y a, institutionnellement, une série de problèmes qui peuvent obérer la recherche future.

Premièrement, les chercheurs véritablement actifs dans le secteur sont peu nombreux. On se connaît tous et les "thèses nouvelles" sont rares. Cela a un côté sympathique et convivial mais ce n'est pas très rassurant.

Secondement, les liens entre les structures associatives, qui ont été dans un premier temps le support essentiel de la recherche, et les organismes institutionnels de recherche, notamment les universités ou le CNRS, sont encore peu développés même si les choses tendent à se structurer comme le montre, par exemple, ce qui se passe entre l'université d'Angers et le Conservatoire national des archives de l'éducation spécialisée.

Troisièmement les travaux sont peu diffusés dans les revues scientifiques. J'ai regardé le dernier index cumulatif des *Annales*. En dix ans il y a un seul d'article sur le secteur, qui porte sur la situation en Russie soviétique pendant la période 1920-1933. Ce qui a amené le centre pour lequel je travaille à créer, avec l'Association pour l'histoire de l'éducation surveillée, une revue scientifique (à comité de lecture comme on dit au CNRS), *Le temps de l'histoire*, pour offrir aux chercheurs un support éditorial et mieux diffuser les connaissances (un des buts du CNFE étant la valorisation des recherches).

Quatrièmement, il y a peu de liens entre recherches et enseignement, y compris enseignement dans le secteur. L'histoire, comme discipline scientifique, n'est même pas mentionnée dans les programmes de formation des travailleurs sociaux et des éducateurs.

Enfin, il manque encore cruellement un certain nombre d'instruments de travail. Par exemple, nous n'avons pas de catalogues collectifs des périodiques de la profession qui sont loin d'être tous déposés à la

Bibliothèque nationale, beaucoup de journaux professionnels n'ayant jamais fait l'objet du moindre dépôt légal. Ils constituent des sources irremplaçables pour l'étude des pratiques professionnelles. Les archives des institutions sont bien souvent en danger et leur préservation est un préalable à toute recherche historique (il arrive aussi qu'elles soient parfaitement conservées mais inconnues... sans parler des problèmes de communication).

René Lévy

Sociologue, directeur du Cesdip

Je vais vous parler très rapidement de l'équipe que je dirige et de son activité. Le Centre de recherche sociologique sur le droit et les institutions pénales, connu sous le sigle Cesdip, est une équipe de recherche conjointe du CNRS et du ministère de la Justice. Elle est spécialisée, comme son nom l'indique, dans les questions pénales et dans une approche de sciences sociales. Elle compte une trentaine de personnes dont une dizaine de doctorants et a des liens avec un certain nombre d'universités, d'où la présence de ces doctorants, et ce qui en fait la plus grosse équipe dans ce domaine particulier en France.

Son objectif, en dépit des liens avec le ministère de la Justice qui sont étroits, n'est pas de recherche appliquée mais de produire des analyses de référence sur le système pénal au sens large. Le rapprochement avec les historiens est assez ancien. L'équipe a une trentaine d'années. Le rapprochement avec les historiens date d'une vingtaine d'années. Il a pris de multiples formes. Il s'est surtout basé sur ce qu'on pourrait appeler une convergence des approches face aux données judiciaires et de l'ensemble des institutions pénales, entre les sociologues qui s'intéressaient à ces questions et les historiens, avec un certain décalage dans le temps mais qui a néanmoins permis ce rapprochement.

Dans notre programme de recherche, la place de l'histoire est assez variable suivant les périodes. Actuellement, il y a environ quarante-cinq opérations de recherche différentes. Je ne vais pas me lancer dans une

description détaillée. Je vais simplement donner les grands axes en essayant de préciser à chaque fois ce qui peut intéresser des historiens. Il y a essentiellement quatre grands domaines.

Le domaine de la création des normes juridiques pénales avec des approches de type socio-historique de la production des normes pénales. Par exemple une étude sur l'abolition de la peine de mort. Il y a des travaux en cours sur les pouvoirs de police qui portent sur l'ensemble de la Vème République.

Un deuxième axe porte, non plus sur la création mais sur la mise en œuvre de ces normes pénales à travers l'analyse du fonctionnement des institutions, de la prise en charge policière jusqu'à l'exécution des peines, en passant par tous les stades intermédiaires et en prenant différentes perspectives qui peuvent être un coup de projecteur sur un type particulier d'infractions, l'homicide, la toxicomanie, les infractions au code de la route, ou sur des institutions spécifiques, la police, la gendarmerie, le milieu ouvert ou le milieu fermé, avec des approches démographiques, sociologiques, historiques ou même économiques.

Un troisième axe essaie de prendre une certaine distance par rapport à tout cet ensemble pénal et de réfléchir à sa place dans la société avec des études qui portent essentiellement sur la question du sentiment d'insécurité ou les relations que le public ou certaines parties du public, en particulier les victimes, établissent – ou n'établissent pas – avec les institutions.

Et un quatrième axe qui est peut-être plus proche de vos préoccupations et d'un caractère historique plus marqué qui porte sur l'histoire des théories criminologiques et des différentes disciplines qui se sont intéressées au crime au XIXème et au XXème siècle, dans une perspective d'histoire des sciences.

J'ai omis de mentionner que dans les travaux sur la mise en œuvre, il y a aussi des travaux qui portent sur les statistiques pénales et en parti-

culier quelque chose qui constitue un instrument de recherche important pour les historiens, que les spécialistes connaissent sous le nom de base Davido, du nom d'André Davidovitch qui était l'initiateur de cette base de données qui est la sérialisation et la mise à disposition des chercheurs des statistiques du compte général de l'administration de la justice criminelle de 1825 à 1981.

Tout ceci se déroule avec une implication internationale très grande, l'équipe participant de plusieurs réseaux internationaux où les historiens sont présents. Cela se traduit aussi par une activité éditoriale importante puisque le Cesdip est actuellement le siège de trois revues qui touchent à l'histoire et en particulier à l'histoire des questions pénales. Une revue qui n'est pas à dominante historique, *Déviance et Société*, mais où les historiens sont volontiers accueillis et publient fréquemment. Une nouvelle revue, *La revue d'histoire des sciences humaines*, fera certainement elle aussi une place aux disciplines qui se sont intéressées au crime. Et une revue qui s'appelle *Crime, Histoire et Société*, plus directement liée à notre objet d'aujourd'hui.

A ce sujet, je voudrais mentionner que cette revue décerne chaque année un prix destiné à un jeune chercheur, le Prix Hermann Diederiks, qui est un prix d'après le nom d'un historien important dans ce domaine et qui récompense le meilleur article d'un jeune chercheur soumis à la revue dans l'année et qui se traduit notamment par une bourse de directeur d'études à la Maison des sciences de l'homme à Paris, d'une durée d'un mois.

Vous pouvez trouver toutes les informations plus détaillées sur notre site Internet où vous pouvez aussi télécharger les publications du Centre et notamment son bulletin *Questions pénales* (<http://www.cesdip.msh-paris.fr>).